SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 22 SEPTEMBRE 1921

Revision de l'article 39 de la Constitution.⁽¹⁾

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Depuis longtemps, on a signalé l'infériorité dans laquelle se trouvent les Wallons au Parlement belge, où ils envoient un peu moins de députés et de sénateurs que les Flamands. Leurs mandataires y constituent une minorité

(1) *Documents parlementaires* du Sénat (session de 1918-1919).

- I. — Déclaration de revision, n° 214.
- II. — Rapport sur la déclaration de revision, n° 231.

Documents parlementaires du Sénat (session de 1919-1920).

- III. — Rapport concernant les articles 26, 27 alinéa 2, 53, 54, 55, 56, 56bis et 57, n° 130 et annexe.
- IV. — Article 50 : Disposition adoptée par la Chambre des Représentants, n° 128.
- V. — Article 51 : Id. id. id. id. n° 129.
- VI. — Article 52 : Id. id. id. id. n° 132.
- VII. — Article 52 : Disposition transitoire adoptée par la Chambre des Représentants, n° 137.
- VIII. — Article 48 : Disposition adoptée par la Chambre des Représentants, n° 143.
- IX. — Article 47 : Id. id. id. id. n° 199.
- X. — Article 47 : Disposition transitoire adoptée par la Chambre des Représentants, n° 200.
- XI. — Rapport sur les articles 47, 48, 50, 51 et 52, n° 229.

Documents parlementaires du Sénat (session de 1920-1921).

- XII. — Article 53 : Disposition adoptée par la Chambre des Représentants, n° 61.
- XIII. — Article 53 : Disposition transitoire adoptée par la Chambre des Représentants, n° 62.
- XIV. — Article 55 : Disposition adoptée par la Chambre des Représentants, n° 63.
- XV. — Article 56 : Id. id. id. id. n° 64.
- XVI. — Article 56bis : Id. id. id. id. n° 65.
- XVII. — Article 57 : Id. id. id. id. n° 66.
- XVIII. — Article 27, alinéa 2 : Disposition adoptée par la Chambre des Représentants, n° 68.
- XIX. — Rapport sur les articles 26, 27, 53, 54, 55, 56, 56bis et 57, n° 107 et annexe. (Dispositions adoptées par la Chambre des Représentants)
- XX. — Article 108, alinéa 2, 2° : Disposition adoptée par la Chambre des Représentants, n° 120.
- XXI. — Article 53 : Disposition transitoire proposée par M. le comte Goblet d'Alviella, n° 129.
- XXII. — Article 55 : Amendements : 1° de M. Peltzer ; 2° de M. Coppieters, n° 131.
- XXIII. — Article 55 : Amendement de M. Speyer, n° 132.
- XXIV. — Rapport sur la disposition transitoire de l'article 53, proposée par M. le comte Goblet d'Alviella, n° 134.
- XXV. — Article 55 : Rapport sur l'amendement de MM. Speyer et consorts, n° 136.
- XXVI. — Article 122 : Disposition adoptée par la Chambre des Représentants, n° 143.
- XXVII. — Article 123 : Abrogation votée id. id. n° 144.
- XXVIII. — Article 55 : Texte réamendé id. id. n° 206.
- XXIX. — Article 56 : Id. id. id. n° 214.
- XXX. — Article 57 : Abrogation votée id. id. n° 215.
- XXXI. — Article 108, alinéa 2, 2° : Rapport sur la disposition adoptée par la Chambre des Représentants, n° 221.
- XXXII. — Articles 122 et 123 : Rapport sur les dispositions adoptées par la Chambre des Représentants, n° 230.
- XXXIII. — Article 131 : Rapport sur la procédure en revision, n° 230.
- XXXIV. — Article 49 : Rapport sur la proposition de M. Magnette et annexe.

incapable de faire respecter sa volonté. Aussi nombre de lois belges ont-elles été imposées au pays alors que la majorité des parlementaires wallons les avaient repoussées.

Cette anomalie s'est révélée récemment d'une manière indiscutable à l'occasion des débats sur la loi concernant l'emploi des langues en matière administrative. Dans les deux Chambres, les Wallons ont voté contre le projet à une majorité de plus des deux tiers. A la Chambre des Représentants, leur opposition a été presque unanime, car il ne s'est trouvé que trois députés wallons pour émettre un vote affirmatif et quatre pour s'abstenir, tandis que cinquante-deux (en comptant les pairages) se prononçaient contre la loi.

On sait quelle émotion ce vote a provoqué en Wallonie. Il a mis en lumière un vice de notre régime parlementaire qui, jusqu'à ce jour, était resté peu apparent.

Les Wallons ne peuvent admettre qu'une loi repoussée par leurs mandataires leur soit imposée par la force du nombre. Cette force, à leurs yeux de Latins, ne prime pas leur droit qu'ils ont toujours jalousement défendu. S'incliner devant elle équivaldrait pour eux à une soumission.

Une telle situation constitue pour notre pays un péril d'une extrême gravité. Ceux qui pensent que la Belgique ne peut être forte que par l'étroite union de tous ses enfants ont le devoir de mettre fin, le plus tôt possible, à cette cause de discorde. L'unité nationale est en danger et ce n'est point par de vaines paroles mais par des actes résolus qu'il faut la sauver.

A la veille du dernier vote, la députation permanente du Conseil provincial de Liège écrivait à la Chambre des Représentants que l'application d'une loi votée contre la volonté des mandataires wallons « soulèverait immédiatement une opposition qui ferait se poser impérieusement la question de la réforme parlementaire et celle de l'organisation du pouvoir exécutif ».

Rien de plus vrai. Aussi, quelques jours après le vote du 29 juillet, septante-trois députés et sénateurs wallons signèrent une déclaration demandant que, « sans retard, des dispositions nouvelles soient inscrites dans notre législation pour mettre fin à l'assujettissement du peuple wallon ».

C'est pour répondre à ce vœu que la présente proposition est soumise à la Constituante. Au moment où le statut du Sénat est en pleine réorganisation, il nous a paru opportun de demander que la Haute Assemblée soit armée pour empêcher l'adoption définitive des lois dont le caractère antinational se sera révélé lors du vote de la Chambre.

Nous avons la conviction profonde que cette disposition dont les Flamands sont appelés à bénéficier comme les Wallons, ferait disparaître de notre Constitution la principale cause de nos déchirements en réalisant enfin l'égalité politique de nos deux peuples et en substituant au régime de violence que nous subissons aujourd'hui celui du respect réciproque et de la collaboration cordiale.

J.-M. REMOUCHAMPS.

PROPOSITION

Ajouter à l'article 39 de la Constitution, pour former un article 39*bis* :

Lorsqu'une loi votée par la Chambre des Représentants n'a pas recueilli à la fois la majorité des voix des députés élus par les arrondissements flamands, celle des députés élus par les arrondissements wallons et le tiers au moins des voix des députés élus par l'arrondissement de Bruxelles, elle doit, pour être admise par le Sénat, y obtenir la majorité des voix : 1° des Sénateurs élus par les arrondissements et conseils provinciaux flamands ; 2° des Sénateurs élus par les arrondissements et conseils provinciaux wallons ; 3° du groupe formé des Sénateurs élus par l'arrondissement de Bruxelles, par le Conseil provincial du Brabant et par cooptation.

Si la loi a été votée en premier lieu au Sénat, elle est renvoyée à celui-ci pour y être soumise à un second vote suivant le mode prescrit à l'alinéa premier.

Le présent article s'applique également aux ordres du jour de confiance au Gouvernement.

REMOUCHAMPS.
ASOU.
BORDET.
DE LANNOY.
DE PAGE.
DIGNEFFE.
DUFRANE.
MAGNETTE.

VOORSTEL

Aan artikel 39 der Grondwet de volgende bepaling toe te voegen, welke artikel 39*bis* zal uitmaken :

Heeft eene wet, door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen, niet bekomen de meerderheid der stemmen van de leden gekozen door de Vlaamsche arrondissementen en tevens die der leden gekozen door de Waalsche arrondissementen, alsmede ten minste een derde der stemmen van de leden gekozen door het arrondissement Brussel, dan moet zij, om door den Senaat aangenomen te worden, aldaar de meerderheid der stemmen bekomen : 1° van de Senatoren gekozen door de Vlaamsche arrondissementen en provinciale raden ; 2° van de Senatoren gekozen door de Waalsche arrondissementen en provinciale raden ; 3° van de groep Senatoren gekozen door het arrondissement Brussel, door den provincialen raad van Brabant en door onderlinge aanvulling.

Werd de wet eerst in den Senaat aangenomen, dan wordt zij naar deze vergadering opnieuw verwezen om er aan een tweede stemming te worden onderworpen op de wijze voorzien bij het eerste lid.

Dit artikel is mede van toepassing op elke motie van vertrouwen in de Regeering.